



Résumé d'évaluation – Evaluation à mi-parcours de « l'appui au programme intégré de pérennisation des cantines scolaires en Côte d'Ivoire de 2020 à 2026 »

CONTEXTE

La Côte d'Ivoire, pays à revenu intermédiaire inférieur comptant 29,4 millions d'habitants (48,4 % de femmes) et un IDH de 0,534 (166/191), fait face à une insécurité alimentaire persistante, à la malnutrition et à des disparités entre les sexes dans l'éducation et l'accès aux ressources. Le taux de scolarisation au primaire est de 49 % pour les filles et 51 % pour les garçons; les filles ne représentent que 39 % des effectifs au secondaire et 11 % dans le supérieur. L'analphabétisme touche 51,5 % de la population (57 % de femmes, 46 % d'hommes), avec les taux les plus faibles d'inscription des filles dans le Nord, l'Ouest et le Nord-Est, en raison de barrières socioculturelles. Les taux de malnutrition dépassent 40 % dans le Nord et le Nord-Est, et 30 % dans l'Ouest et le Nord-Ouest. Le bureau pays du Programme Alimentaire Mondial (PAM) a obtenu 26 513 178 USD du programme McGovern-Dole de l'USDA (2020-2026). Il s'agit du deuxième financement pour la Côte d'Ivoire, combinant alimentation scolaire et interventions en alphabétisation, mis en œuvre dans les régions de l'Ouest, du Nord et du Nord-Est.

LE PROJET

Le projet FY20 du programme McGovern-Dole vise au moins 125 000 enfants¹ dans 613 écoles primaires publiques des régions les plus touchées par la malnutrition (Cavally, Bafing, Bagoué, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougo), leur fournissant un repas chaud quotidien pendant l'année scolaire. Le projet comporte quatre volets : (i) fourniture de repas chauds aux élèves, (ii) promotion de la santé et de la nutrition, (iii) promotion de la lecture et de l'apprentissage, (iv) renforcement des capacités institutionnelles et des groupes agricoles.

OBJECTIFS ET UTILISATEURS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation décentralisée, commanditée par le bureau pays du PAM, poursuit un double objectif : redevabilité et

apprentissage, avec un accent sur la génération de preuves. L'évaluation à mi-parcours vise à examiner de façon critique et objective la mise en œuvre, à tirer des enseignements, et à vérifier si les bénéficiaires reçoivent les services prévus et si le projet est en bonne voie pour atteindre ses objectifs.

Les utilisateurs attendus sont : le bureau pays du PAM et ses partenaires décisionnels, le Bureau d'Évaluation (OEI), le siège du PAM à Rome, le Conseil exécutif du PAM, l'USDA, la Direction des cantines scolaires (DCS), les partenaires de mise en œuvre (ANADER, AVSI), les ministères de l'Éducation, de l'Agriculture et de la Santé, d'autres agences onusiennes (UNICEF, UNESCO, etc.) et d'autres parties prenantes.

METHODOLOGIE

L'évaluation à mi-parcours a utilisé un design longitudinal quasi-expérimental et une approche mixte, suivant une cohorte d'écoles dans sept régions pour mesurer les changements depuis l'étude de référence de 2022. Les données quantitatives étaient collectées auprès de 1 090 élèves (745 en intervention, 345 hors intervention) et de leurs ménages, 117 directeurs, 300 enseignants et 71 gestionnaires de cantines. Les données qualitatives proviennent de la revue documentaire, 37 entretiens, 25 groupes de discussion avec élèves, parents, agriculteurs, commerçants, membres de la communauté. Les limites incluaient les évaluations de lecture dans un sous-échantillon d'écoles, le risque de préparation aux tests par les enseignants. Ces risques étaient atténués par des échantillonnages répétés dans la même cohorte d'écoles.

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ÉVALUATION

Pertinence.

Le projet McGovern-Dole est jugé très pertinent et bien aligné sur les politiques, stratégies et priorités du gouvernement ivoirien, du PAM et des agences onusiennes. La conception du projet s'est appuyée sur une analyse de la situation qui a mis

¹ Le nombre de bénéficiaires a été porté à 136 500 au moment de la collecte des données (l'Amendement B a inclus ce changement et est entré en vigueur le 3 avril 2024).

une analyse de la situation qui a mis en évidence les besoins des différents groupes de population. Il cible les zones à faibles taux d'inscription, à fortes disparités de genre et à difficultés de littératie. L'approche pro-pauvres et l'intégration de considérations de genre et sociales (latrines séparées, outils pédagogiques adaptés, formation des comités de gestion, soutien ciblé aux groupes d'agriculteurs) sont soulignées. Le projet a su s'adapter aux urgences (COVID-19, afflux de réfugiés burkinabè en 2023). Toutefois, la prise en compte des enfants en situation de handicap est limitée.

Efficacité

Le projet a largement atteint ses résultats intermédiaires, comme indiqué dans le cadre logique du projet, notamment en matière de réduction de la faim, d'amélioration du taux de scolarisation et de fréquentation scolaire, et de renforcement des compétences en matière d'alphabétisation. L'efficacité a toutefois varié selon les régions et les groupes démographiques, et a été limitée par la non-mise en œuvre d'éléments clés du plan de transition. Il convient notamment de noter que la mesure prévue par le gouvernement consistant à fournir 25 jours d'alimentation scolaire par an dans les écoles participant au projet à partir de la deuxième année n'avait pas été mise en œuvre à mi-parcours.

La sécurité alimentaire s'est améliorée, avec une augmentation significative de la proportion de ménages atteignant un score de consommation alimentaire (SCA) acceptable entre le début et le milieu de l'étude. Dans le groupe d'intervention, le SCA est passé de 72,5 % à 85,5 %, et dans le groupe de comparaison, de 64,7 % à 84,3 %. Les élèves de sexe féminin des écoles d'intervention (86,2 %) ont obtenu de meilleurs résultats que les garçons, tant dans les écoles d'intervention (84,8 %) que dans les écoles de comparaison (85,3 %), ainsi que que les filles des écoles de comparaison (83,4 %). De même, un plus grand nombre de ménages dirigés par des femmes dans le groupe d'intervention (88,4 %) ont obtenu un FCS acceptable que les ménages dirigés par des hommes (84,8 %). À l'inverse, l'indice de stratégie d'adaptation réduite a indiqué une augmentation des niveaux de stress dans les deux groupes, les scores passant de 4,8 à 6,9 dans le groupe d'intervention et de 4,4 à 7,3 dans le groupe témoin. Les ménages dirigés par des femmes du groupe témoin ont enregistré les niveaux de stress les plus élevés (8,9), suivis par ceux du groupe d'intervention (8,3).

Les résultats scolaires ont été mitigés. Les écoles ayant bénéficié de l'intervention ont enregistré un taux d'inscription médian plus élevé que les écoles témoins, les filles (110) dépassant les garçons (107) dans les écoles ayant bénéficié de l'intervention, tandis que dans les écoles témoins, les garçons (79) dépassaient les filles (71). L'absentéisme a augmenté dans les deux groupes, en particulier chez les garçons des écoles bénéficiant de l'intervention (de 3,4 % à 6,0 %) et dans les écoles témoins (de 4,3 % à 7,1 %). Les résultats en matière d'alphabétisation se sont considérablement améliorés, le pourcentage d'élèves atteignant les scores minimaux requis en lecture pour leur niveau passant de 12,2 % à 54,0 % dans le groupe d'intervention, contre 11,3 % à 35,9 % dans le groupe témoin. Les élèves les plus jeunes des classes CP1 et CP2 des écoles

bénéficiant de l'intervention ont enregistré les gains les plus importants (respectivement 83,9 % et 50,7 %). Les différences entre les sexes en matière de progrès en lecture et écriture étaient négligeables, les garçons passant de 10,7 % à 54,3 % et les filles de 13,7 % à 53,6 %.

Les parties prenantes ont attribué le succès du programme à des interventions intégrées, notamment la formation des enseignants, la fourniture de ressources éducatives, les repas scolaires et un fort engagement communautaire. Cependant, les responsables gouvernementaux et les partenaires de développement ont identifié le contexte économique général et les incertitudes liées au financement externe comme des risques majeurs pour la pérennité des progrès.

Dans l'ensemble, le projet a largement atteint ses résultats intermédiaires prévus, notamment en matière de réduction de la faim, d'amélioration de la scolarisation et de la fréquentation scolaire, et de renforcement des compétences en lecture et en écriture.

Efficience

À mi-parcours, le projet a démontré un niveau modéré de rentabilité. Parmi les réalisations, on peut citer la répartition équitable des ressources entre les filles et les garçons et le respect des jours d'opération prévus, en particulier depuis 2023, ce qui a permis d'assurer une prestation de services régulière. Cependant, le taux moyen d'utilisation des ressources (31,6 %) et les écarts entre les bénéficiaires prévus et réels ont révélé des inefficacités dans l'allocation et les opérations. Au cours de la première année, l'utilisation des ressources a connu des fluctuations importantes, avec des écarts notables entre les distributions prévues et réelles, principalement en raison de perturbations dans la chaîne d'approvisionnement. La deuxième année a été marquée par une meilleure harmonisation, une réduction de la sous-utilisation et de la surutilisation, et une plus grande cohérence, reflétant une gestion adaptative et des stratégies opérationnelles renforcées. Le projet a atteint un taux de couverture total moyen de 87 %, légèrement inférieur à l'objectif de référence de 90 %. Si la parité entre les filles et les garçons a été maintenue (différence inférieure à 1 %, $p > 0,05$), des disparités subsistaient au niveau des districts. Les coûts plus élevés par bénéficiaire dans des districts tels que Korhogo ont mis en évidence des inefficacités logistiques et opérationnelles, tandis que la croissance constante à Guiglo et Ferke a reflété de solides performances en matière de planification et de distribution. La rapidité d'utilisation des ressources est restée un défi. Les ratios pour le riz, l'huile et les haricots sont restés systématiquement inférieurs à l'objectif de référence de 90 % à 110 %, ce qui indique une sous-utilisation. Les écoles disposant d'un personnel expérimenté ont mieux réussi à aligner les populations prévues et desservies, soulignant l'importance du renforcement des capacités. Le suivi en temps réel limité et la collecte de données incohérente ont entravé l'identification et la correction rapides des inefficacités.

Impact

Le projet a eu un impact positif et statistiquement significatif sur les filles et les garçons qui ont obtenu le score minimum requis pour leur niveau scolaire.

Cependant, ces effets se sont affaiblis ou sont devenus statistiquement insignifiants lorsque des facteurs supplémentaires tels que la région, la classe et les covariables individuelles ont été pris en compte. Aucun effet significatif n'a été constaté sur les scores bruts des élèves au rapport annuel sur l'état de l'éducation (ASER) ni sur leurs chances d'obtenir des résultats supérieurs aux seuils de référence fixés pour leur niveau scolaire. Dans l'ensemble, le projet n'a pas eu d'impact significatif sur le score de diversité alimentaire des ménages, le score de consommation alimentaire ou l'indice des stratégies d'adaptation réduites. Cependant, une réduction significative de l'utilisation des stratégies d'adaptation aux crises a été observée, ce qui suggère que le projet a aidé les ménages à réduire leur dépendance à l'égard des stratégies d'adaptation extrêmes pour faire face à l'insécurité alimentaire. Dans les ménages dirigés par des hommes, on a constaté une réduction des stratégies d'adaptation aux crises, bien que cet effet ait diminué dans les modèles statistiques ultérieurs.

Pérennisation

Le projet a démontré plusieurs éléments de pérennisation, notamment un engagement communautaire solide, des initiatives continues de renforcement des capacités et une augmentation progressive de l'engagement financier du gouvernement. Néanmoins, des défis importants persistent, notamment en ce qui concerne la transition vers la prise en charge par le gouvernement, la gestion des ressources et la dépendance à l'égard du soutien extérieur, qui pourraient affecter la viabilité à long terme du projet. L'intégration complète des écoles soutenues par le programme McGovern-Dole dans le budget national n'est toujours pas réalisée, et le soutien législatif prévu pour garantir un financement à long terme est en attente, ce qui crée une incertitude quant à la viabilité financière du projet au-delà de 2026.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusion

Le projet FY20 en Côte d'Ivoire est très pertinent, car il s'aligne étroitement sur les priorités du gouvernement et les besoins des populations cibles grâce à une approche globale. Il a largement atteint ses résultats intermédiaires, notamment en réduisant la faim à midi, en améliorant la scolarisation et la fréquentation scolaire et en renforçant les compétences en matière d'alphabétisation. Le projet affiche des résultats d'apprentissage équilibrés entre les filles et les garçons et un niveau modéré de rentabilité, ce qui indique qu'il est globalement en bonne voie pour atteindre ses objectifs d'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de l'enseignement pour les filles et les garçons.

Cependant, l'efficacité et l'efficience ont varié selon les régions et les groupes démographiques, et les écoles de comparaison ont également enregistré des progrès constants, surpassant dans certains cas les écoles bénéficiant de l'intervention. Bien que le programme ait eu un impact positif sur l'obtention des notes minimales requises pour chaque niveau scolaire et ait intégré plusieurs mesures de durabilité, des défis importants subsistent, notamment en ce

qui concerne la transition vers une prise en charge complète par le gouvernement. Les retards dans la mise en œuvre du processus de transfert ont affecté les jours d'opération prévus, ce qui compromet la réalisation des objectifs du projet et la démonstration de l'impact du programme à la fin du projet.

L'équipe d'évaluation a formulé plusieurs recommandations sur la base des conclusions de cette évaluation. Elles comprennent les éléments suivants :

Recommandation 1. Intensifier les efforts de plaidoyer afin de promouvoir la mise en œuvre et l'exécution des éléments essentiels décrits dans le document de transfert, sur la base des conclusions de cette évaluation à mi-parcours concernant son influence sur l'efficacité et l'efficience du projet. Le PAM peut apporter son soutien en sensibilisant les parties prenantes à la nécessité de remédier aux disparités identifiées par le gouvernement, en renforçant le plaidoyer en faveur de l'engagement de la Côte d'Ivoire envers la Coalition pour l'alimentation scolaire et en s'alignant sur ses engagements une fois ceux-ci signés. En outre, le PAM peut revoir et ajuster le plan de transition et le nombre de jours d'alimentation prévu par le gouvernement afin de fixer des délais réalistes et de créer une dynamique initiale.

Recommandation 2. Renforcer le système de suivi du projet afin de combler les lacunes dans les données relatives au suivi des résultats équitables pour tous les groupes de population. Les perspectives en matière d'accès et de résultats équilibrés pour les filles, les garçons, les femmes et les hommes devraient être explicitement décrites dans les résultats ou les indicateurs du projet.

Recommandation 3. Mettre en œuvre une méthodologie systématique qui met l'accent sur l'alignement géographique intentionnel au niveau des districts et, éventuellement, au niveau régional, afin d'atténuer les disparités en matière de rentabilité. Cette approche devrait englober l'amélioration de tous les éléments pertinents de la chaîne d'approvisionnement.

Recommandation 4. Aborder la question de l'absentéisme chez les garçons dû aux travaux agricoles et aux emplois saisonniers au sein du foyer, ainsi que l'augmentation de l'absentéisme pour raisons de santé chez les filles. Envisager des stratégies telles que la distribution de rations à emporter pour les garçons et les filles afin d'alléger la pression liée à l'aide apportée au foyer, qui touche de manière disproportionnée les garçons.

Recommandation 5. Adopter une approche globale qui réponde spécifiquement aux besoins des enfants handicapés. Cela implique d'intégrer des indicateurs liés aux enfants handicapés dans le cadre logique du projet, garantissant ainsi leur visibilité et leur représentation au sein du projet.

Recommandation 6. Renforcer les structures locales/municipales - Continuer à sensibiliser les communautés à la situation des petits exploitants agricoles et mener des actions de plaidoyer auprès des autorités villageoises concernant les mutuelles d'assurance afin de les encourager à s'engager à soutenir les cantines scolaires.